

07-07-1999

08-10-1999

52.506/6/311

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 9 JUIN 1999
FIXANT, POUR 1999, LE MODE DE FINANCEMENT, LES
BÉNÉFICIAIRES, LE MONTANT ET LES MODALITÉS D'OCTROI
ET DE LIQUIDATION DE LA RISTOURNE SUR LA COTISATION
SYNDICALE ET DE LA FORMATION SYNDICALE**

CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION

Article 1 - La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises qui ressortissent à la Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail.

CHAPITRE II - AVANTAGES SOCIAUX

Section I - Ristourne sur la cotisation syndicale

A. Nature de l'avantage

Article 2 - Les travailleurs occupés par une des entreprises visées à l'article 5, a. des statuts du Fonds social des grandes entreprises de vente au détail institué par la convention collective du travail du 7 novembre 1983, conclue au sein de la Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail, instituant un Fonds de sécurité d'existence et fixant ses statuts, ont droit à une ristourne de cotisation syndicale à charge du Fonds social des grandes entreprises de vente au détail, dans les conditions fixées par la présente convention collective de travail.

B. Montant

Article 3 - Le montant de la ristourne est fixé comme suit :

- a) 4 000 F par an pour les travailleurs occupés à temps plein (cotisation syndicale normale) qui sont en règle de paiement de leur cotisation à la date du paiement de la ristourne;
- b) 2 000 F par an pour les travailleurs occupés à temps partiel (cotisation syndicale réduite) qui sont en règle de paiement de leur cotisation à la date du paiement de la ristourne, ainsi que pour tous les travailleurs en prépension.

C. Conditions d'octroi

Article 4 - Pour bénéficier de la ristourne, les travailleurs visés à l'article 2 doivent remplir les conditions suivantes :

1° être affilié depuis trois mois au moins au 31 mars de l'année en cours à l'une des organisations représentatives interprofessionnelles de travailleurs fédérées sur le plan national et représentées à la Commission paritaire, à savoir :

- la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB);

- la Confédération des syndicats chrétiens de Belgique (CSC);
- la Centrale générale des syndicats libéraux de Belgique (CGSLB);
2° soit, être occupés, à la date du paiement de la ristourne, par une des entreprises visées à l'article 2 ou, le cas échéant, être à cette date couverts par le régime des journées assimilées prévu aux articles 16 et 18 et 41 à 43 de l'Arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, soit, avoir été mis en prépension selon le régime prévu par la convention collective de travail conclue le 19 décembre 1974 au sein du Conseil national du travail, instituant un régime d'indemnités complémentaires pour certains travailleurs âgés en cas de licenciement, rendue obligatoire par Arrêté royal du 16 janvier 1975, pour autant qu'il n'ait pas atteint l'âge de la pension légale.

D. Modalités de paiement

Article 5 - Le Fonds social verse à chaque organisation syndicale représentative interprofessionnelle des travailleurs les sommes nécessaires pour assurer le paiement des ristournes.

Article 6 - Les employeurs des entreprises visées à l'article 2 remettent, lors de la paie de la fin du mois de mai, à chaque travailleur occupé dans leur entreprise ainsi qu'à ceux qui sont couverts par le régime des journées assimilées défini à l'article 4, 2°, une formule dûment remplie dont le modèle est arrêté par le Conseil d'administration du Fonds social.

Les employeurs enverront aux travailleurs qui ont été mis en prépension visée à l'article 4, 2°, la formule, pour autant qu'ils n'aient pas atteint l'âge de la pension légale.

Ces formules sont mises à la disposition des employeurs, d'office ou à leur demande, par l'administration du Fonds social, établie rue Saint-Bernard, 60 à 1060 Bruxelles.

Article 7 - Les travailleurs répondant aux conditions d'octroi visées à l'article 4 remettent à l'organisation mentionnée à l'article 4, 1°, dont ils sont membres, en double exemplaire, la formule visée à l'article 5.

Cette organisation vérifie l'affiliation effective du travailleur ainsi que la justification de son droit et calcule le montant de la ristourne. Après avoir fait contrôler ses opérations par une autre organisation représentative interprofessionnelle des travailleurs visées à l'article 4, 1°, elle remet au bénéficiaire la somme à laquelle il a droit.

La vérification et le paiement ont lieu entre le 16 juin et le 30 septembre de l'exercice en cours.

E. Modalités de contrôle

Article 8 - Avant le 15 novembre de l'exercice en cours, chacune des organisations visées à l'article 4, 1°, fournit au Fonds social un décompte reprenant le montant des sommes reçues, le nombre des formules signées par les bénéficiaires, ainsi que le montant de la valeur s'y rapportant.

Les organisations sont tenues de conserver le double des formules de remboursement qui sont contrôlées par l'expert-comptable du Fonds social.

Section II - Formation syndicale

A. Nature de l'avantage

Article 9 - Les organisations représentatives interprofessionnelles de travailleurs définies à l'article 4.1° ont droit à une participation financière à charge du Fonds social des grandes entreprises de vente au détail dans les frais qu'elles supportent pour l'organisation de cours ou séminaires visant au perfectionnement des connaissances économiques, sociales et techniques des **travailleurs**, tels qu'ils sont définis par la convention collective de travail du 5 juillet 1978 relative à la formation syndicale, conclue en Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail et rendue obligatoire par un Arrêté royal du 2 mars 1979.

B. Montant

Article 10 - La participation financière globale du Fonds social est égale à 1 955 000 F.

Cette somme est partagée entre les organisations représentatives interprofessionnelles de travailleurs définies à l'article 4.1° au prorata du nombre de ristournes sur la cotisation syndicale que le Fonds social a payées pour chacune d'elles au cours de 1998.

C. Liquidation

Article 11 - Le versement de la participation financière aux organisations de travailleurs définies à l'article 4.1° s'opère au cours de la seconde quinzaine du mois de septembre selon les modalités arrêtées par le Conseil d'administration du Fonds social.

CHAPITRE III - FINANCEMENT

A. Montant de la cotisation des employeurs

Article 12 - Pour permettre au Fonds social des grandes entreprises de vente au détail de liquider les avantages sociaux définis au chapitre II de la présente convention collective de travail, la cotisation des employeurs qui doit être versée au Fonds social est fixée à 2 250 F par travailleur occupé à la date du 30 septembre 1998.

Le cadre "statistiques" de la déclaration souscrite auprès de l'Office national de sécurité sociale pour le troisième trimestre 1998 fait foi pour le calcul de l'effectif occupé au 30 septembre 1998.

B. Perception des cotisations des employeurs

Article 13 - La perception de la cotisation des employeurs par le Fonds social, calculée conformément à l'article 11, s'opère dans le courant du mois de mai.

Les employeurs versent les sommes dues au plus tard le 31 mai au Fonds social.

CHAPITRE IV - ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DE VALIDITE DE LA CONVENTION

Article 14 - La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 1999 et s'achève le 31 décembre 1999.

PARITAIR COMITE VOORDE GROTE KLEINHANDELSZAKEN

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 9 JUNI 1999 TER VASTLEGGING
VOOR 1999 VAN DE MODALITEITEN
VAN FINANCIERING, DE BEGUNSTIGDEN, HET BEDRAG
EN DE MODALITEITEN VAN TOEKENNING EN AFREKENING VAN DE KORTING OP
DE SYNDICALE BIJDRAGE EN
VAN DE SYNDICALE VORMING

HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de ondernemingen welke ressorteren onder het Paritair comité voor de grote kleinhandelszaken.

HOOFDSTUK II - SOCIALE VOORDELEN

Afdeling I - Korting op de syndicale bijdrage

A. Aard van het voordeel

Artikel 2 - De werknemers die zijn tewerkgesteld in een onderneming bedoeld in artikel 5, a, van de statuten van het Sociaal fonds voor de grote kleinhandelszaken, opgericht bij de collectieve arbeids-overeenkomst van 7 november 1983, gesloten in het Paritair comité voor de grote kleinhandelszaken, tot oprichting van een Fonds voor bestaanszekerheid en tot vaststelling van zijn statuten, hebben recht op een korting op de syndicale bijdrage ten laste van het Sociaal fonds voor de grote kleinhandelszaken, onder de voorwaarden vastgesteld bij deze collectieve arbeidsovereenkomst.

B. Bedrag

Artikel 3 - Het bedrag van de korting werd als volgt vastgelegd :

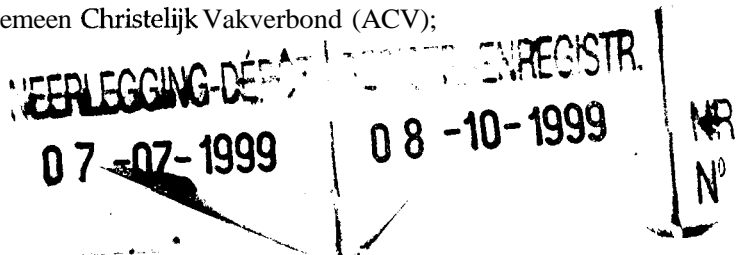
- a) 4 000 fr. per jaar voor werknemers die voltijds zijn tewerkgesteld (normale syndicale bijdrage) en hun bijdrage in de vereiste vormen betaald hebben op het ogenblik van de betaling van de korting;
- b) 2 000 fr. per jaar voor werknemers die deeltijds zijn tewerkgesteld (beperkte syndicale bijdrage) en hun bijdrage in de vereiste vormen betaald hebben op het ogenblik van de betaling van de korting, evenals voor de werknemers die op brugpensioen zijn.

C. Toekenningsvoorwaarden

Artikel 4 - Om recht te hebben op de korting moeten de werknemers, bedoeld in artikel 2 aande volgende voorwaarden voldoen :

1° op 31 maart van het lopende dienstjaar sedert tenminste drie maanden zijn aangesloten bij een van de vertegenwoordigde interprofessionele werknemersorganisaties, welke op nationaal plan zijn verbonden en vertegenwoordigd in het Paritair comité, namelijk :

- het Algemeen Belgisch Vakverbond (ABVV);
- het Algemeen Christelijk Vakverbond (ACV);



– de Algemene Centrale der Libérale Vakbonden van België (ACLVB);
2° hetzij, op de betalingsdatum van de korting zijn tewerkgesteld in een van de in artikel 2 bedoelde ondernemingen, of eventueel, op deze datum zijn gedekt door het stelsel van de gelijkgestelde dagen voorzien in de artikelen 16 en 18 en 41 tot 43 van het Koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie der loonarbeiders, hetzij op brugpensioen gesteld zijn volgens het régime, voorzien door de collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten op 19 december 1974 in de Nationale arbeidsraad, tot instelling van een régime voor aanvullende vergoedingen voor bepaalde oudere werknemers in geval zij zijn ontslagen, algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk besluit van 16 januari 1975, voor zover zij niet de wettelijke pensioenleeftijd bereikt hebben.

D. Betalingsmodaliteiten

Artikel 5 - Het Sociaal fonds stort aan elke representatieve interprofessionele werknemersorganisatie de nodige bedragen om de betaling van de *ristorno's* te verzekeren.

Artikel 6 - De werkgevers van de ondernemingen bedoeld in artikel 2, overhandigen bij gelegenheid van de betaling van het loon einde mei, aan elke in hun onderneming tewerkgestelde werknemer alsook aan hen die gedekt zijn door het régime van de gelijkgestelde dagen, bepaald in artikel 4, 2°, een behoorlijk ingevuld formulier waarvan het model wordt opgemaakt door de Raad van bestuur van het Sociaal fonds.

De werkgevers zenden aan de werknemers die op brugpensioen werden gesteld, bedoeld in artikel 4, 2°, het formulier toe, voor zover zij de wettelijke pensioenleeftijd niet bereikt hebben.

Deze formulieren worden ambtshalve of op hun verzoek ter beschikking gesteld van de werkgevers door het beheer van het Sociaal fonds, gevestigd in de Sint-Bernardstraat 60 te 1060 Brussel.

Artikel 7 - De werknemers die de in artikel 4 bedoelde toekenningsvoorwaarden vervullen bezorgen aan de in artikel 4, 1°, vermelde organisatie, waarvan zij lid zijn, het in artikel 5 bedoelde formulier in tweevoud.

Deze organisatie onderzoekt de effectieve aansluiting van de werknemer en of hij een recht kan doen gelden en berekent het bedrag van de korting. Na deze verrichtingen te hebben doen controleren door een andere vertegenwoordigende interprofessionele werknemers-organisatie bedoeld in artikel 4, 1°, geeft zij de begunstigde het bedrag waarop hij recht heeft.

De verificatie en de betaling gebeuren tussen 16 juni en 30 september van het lopende dienstjaar.

E. Controlemodaliteiten

Artikel 8 - Voor 15 november van het lopende dienstjaar, bezorgt iedere in artikel 4, 1°, bedoelde organisatie aan het Sociaal fonds een afrekening met vermelding van het bedrag van de ontvangen sommen, het aantal door de begunstigten ondertekende formulieren en het bedrag dat ermee overeenstemt.

De organisaties zijn verplicht het dubbel van de terugbetalings-formulieren te bewaren, welke worden gecontroleerd door de expert-boekhouder van het Sociaal fonds.

Afdeling II - Syndicale vorming

A. Aard van het voordeel

Artikel 9 - De onder artikel 4, 1° bepaalde representatieve interprofessionele werknemersorganisaties hebben recht op en financiële deelneming ten laste van het Sociaal

fonds voor de grote kleinhandelszaken voor de onkosten die ze dragen bij de organisatie van cursussen of seminaries met het oog op de verbetering van de kennis van de werknemers op economisch, sociaal en technisch vlak, zoals bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 juli 1978 betreffende de syndicale vorming, gesloten in het Paritair comité voor de grote kleinhandelszaken en bindend verklaard bij Koninklijk besluit van 2 maart 1979.

B. Bedrag

Artikel 10 - De globale financiële deelneming van het Sociaal fonds is gelijk aan 1 955 000 fr.

Dit bedrag wordt over de onder artikel 4, 1° bedoelde representatieve interprofessionele werknemersorganisaties verdeeld naar rato van het aantal kortingen op de syndicale bijdrage dat het Sociaal fonds tijdens het jaar 1998 voor elk van hen heeft betaald.

C. Afrekening

Artikel 11 - De betaling van de financiële deelneming aan de werknemersorganisaties die vallen onder artikel 4, 1°, gebeurt gedurende de laatste twee weken van de maand september volgens de modaliteiten die vastgelegd zijn door de Raad van beheer van het Sociaal fonds.

HOOFDSTUK III - FINANCIERING

A. Bedrag van de bijdrage van de werkgevers

Artikel 12 - Om het Sociaal fonds voor de grote kleinhandelszaken de mogelijkheid te bieden de definitieve sociale voordelen af te rekenen overeenkomstig hoofdstuk II van deze collectieve arbeidsovereenkomst, wordt de bijdrage die door de werkgevers aan het Sociaal fonds moet worden betaald, bepaald op 2 250 fr. per tewerkgestelde werknemer op datum van 30 september 1998.

Het "statistiekraam" van de aangifte bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid voor het derde kwartaal 1998 is een rechtsgeldig bewijs voor de berekening van het tewerkgestelde effectief op 30 september 1998.

B. Inning van de bijdrage van de werkgevers

Artikel 13 - De inning van de bijdrage van de werkgevers door het Sociaal fonds, berekend overeenkomstig artikel 11 gebeurt in de maand mei. De werkgevers moeten de verschuldigde bedragen uiterlijk op 31 mei storten aan het Sociaal fonds.

HOOFDSTUK IV - INWERKINGTREDING EN GELDIGHEIDS-DUUR VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 14 - Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst wordt van kracht op 1 januari 1999 en loopt ten einde op 31 december 1999.